

*Pouvoir d'emprunt*

Après avoir entendu l'exposé économique du ministre des Finances, cet homme de 93 ans a acheté une compagnie comptant 125 employés. Il a révélé qu'il se proposait d'en embaucher 50 autres d'ici six mois.

A mes amis qui répètent: «D'où viendront les nouveaux emplois? Donnez-nous des preuves que les sociétés privés et les particuliers réagiront,» je donne cet exemple qui montre ce à quoi nous pouvons nous attendre. Il n'y aura pas 125 ou 200 emplois, mais des centaines et des milliers d'emplois créés dans un Canada revivifié. Nous avons une nouvelle attitude. Bien entendu, à l'occasion, on nous demande: «Où sont les emplois? Vous êtes en fonction depuis deux mois». Il faut du temps pour construire une digue, monsieur le Président. Nous devons concevoir et construire une nouvelle digue. Nous devons consulter et c'est la direction prise par ce gouvernement et le cabinet.

● (1250)

Je voudrais féliciter la direction de notre parti. J'aimerais que mes collègues participent à ce dialogue et retournent dans leur circonscription en disant: «Il est clair que ce que nous avons fait jusqu'ici n'a pas marché. Il y a maintenant un nouvel espoir, soyons constructifs, travaillons ensemble». Il s'agit d'une nouvelle ère, d'un nouveau départ.

**Des voix:** Bravo!

**M. le vice-président:** Questions et observations.

**M. Orlikow:** Monsieur le Président, je dois dire au député de Halifax (M. McInnes) que j'ai été stupéfait de l'entendre affirmer, très clairement, qu'il y a beaucoup de gens au Canada, même dans sa région, qui ne travaillent pas parce qu'ils ne veulent pas travailler. Si le député lit le *hansard* d'hier, il constatera que c'est ce qu'il a dit. J'estime que c'est faux. La ville d'Halifax a un taux de chômage supérieur à 12 p. 100 et, pourtant, c'est celle qui a la meilleure situation dans toute la région atlantique. Prétendre que les gens de cette région ne travaillent pas parce qu'ils ne le veulent pas et préfèrent toucher les prestations d'assurance-chômage, c'est une insulte pour ces gens qu'un député ne devrait jamais proférer.

Comment le député peut-il prétendre que sa province défavorisée peut recevoir de l'aide d'un gouvernement qui a réduit le financement de l'expansion économique régionale de 200 millions de dollars? Une partie importante de ce financement aurait profité à la région de l'Atlantique. Comment peut-il dire que sa région, où deux des principales industries sont celles de la pêche et de la forêt, peut prospérer alors que le gouvernement a réduit le financement de la recherche et du développement dans ces deux domaines de 1.5 million de dollars dans chaque cas? Comment ose-t-il affirmer que les pêcheurs de sa province peuvent continuer à prospérer alors que le service de traversier entre Yarmouth et Boston, qui transportait le poisson à bon marché, a été annulé? Comment aider ces pêcheurs maintenant que le traversier a été supprimé et qu'ils devront parcourir des centaines de milles pour livrer leur produit et

payer plus cher en transport, ce qui les mettra dans une situation concurrentielle défavorable? Je voudrais que le député explique à la Chambre, et surtout aux gens de la région de l'Atlantique, de quelle façon les compressions que pratique le gouvernement vont les aider. Nous croyons qu'elles vont leur nuire et leur nuire énormément.

**M. McInnes:** Monsieur le Président, je suis gré au député d'avoir posé cette question. J'ai acquis beaucoup d'expérience dans ce domaine, car je m'occupe indirectement des pêches depuis des années. La situation dans ce secteur est plutôt chaotique depuis quelques années. Or, le gouvernement a arrêté des plans qui vont orienter les pêches au lieu de les écraser sous une masse de règlements et d'interventions de l'État.

Pour ce qui est du développement économique, le gouvernement va répondre aux vœux de la province en prévoyant des stimulants. La province voudrait des investissements. Or, d'où viennent des capitaux? De deux sources. Ils viennent des investisseurs canadiens et de l'étranger. La Nouvelle-Écosse en a obtenu énormément de l'étranger, plus peut-être par habitant que n'importe quelle autre région du Canada. A titre d'exemple, je pense à la société Michelin, le plus gros employeur de cette province. Il y a également la Nova Scotia Forest Industries et la société Volvo. On trouve en Nouvelle-Écosse un grand nombre d'entreprises étrangères qui se comportent en bons citoyens. Malheureusement, les investissements étrangers ont été ralentis à cause de l'Agence d'examen des investissements étrangers et de l'attitude du gouvernement précédent à cet égard. Nous avons l'intention de modifier radicalement les règles du jeu. Notre province compte maintenant s'engager dans une nouvelle ère de prospérité, car les investisseurs étrangers frappent à nos portes. Ils veulent venir s'établir en Nouvelle-Écosse, une province dans laquelle les gens veulent travailler et où l'on retrouve un climat favorable à la prospérité et à la réalisation de profits.

**M. Gagliano:** Monsieur le Président, le député a parlé de la petite entreprise. Je me demande s'il sait que toutes les associations d'entreprises du pays s'accordent à dire que les impôts sur les salaires nuisent à la bonne marche des entreprises. Or, le gouvernement s'est empressé d'augmenter ces impôts en majorant les cotisations d'assurance-chômage. Le député pourrait-il nous expliquer comment les petites entreprises peuvent ouvrir les yeux du gouvernement?

**M. McInnes:** Monsieur le Président, je veux remercier le député d'avoir la bonté de rappeler à la Chambre que l'état actuel de la caisse d'assurance-chômage résulte de la gabegie du parti auquel il appartient.

**Des voix:** Bravo!

**M. McInnes:** Il faut employer certains remèdes. Les Canadiens sont disposés à souffrir quelque peu à court terme, sachant que grâce aux nouvelles initiatives du gouvernement, ce sera très bref. A long terme, les cotisations d'assurance-chômage ne poseront pas le problème qu'elles ont toujours posé sous le gouvernement du député.